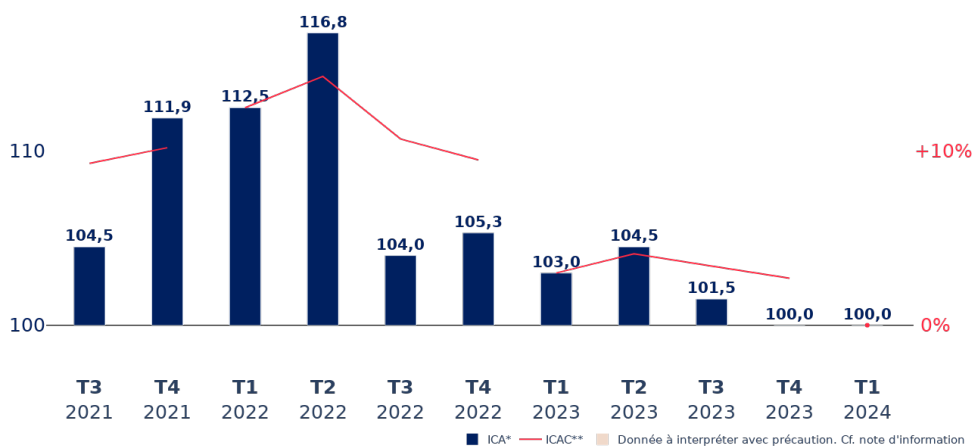
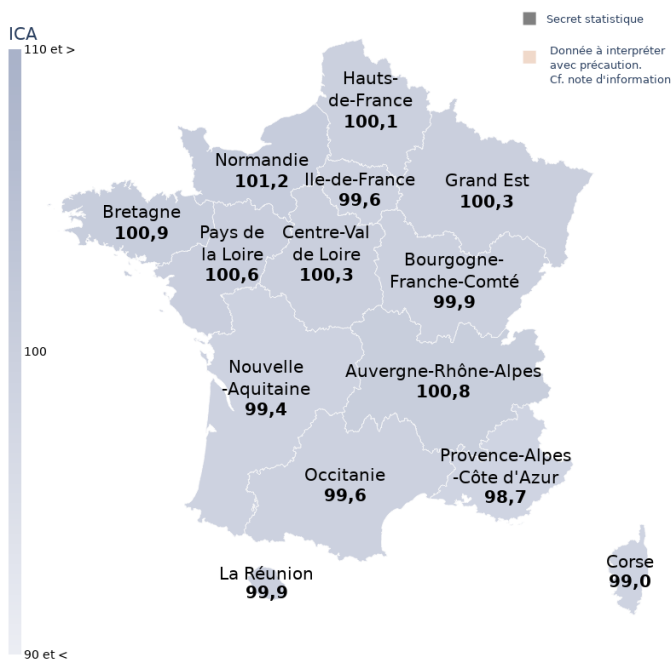


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

- Au 1er trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 580 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 100, soit un chiffre d'affaires en valeur stable par rapport au 1er trimestre 2023. Il s'agit ainsi du second trimestre consécutif de stagnation de l'activité.
- Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% en mars 2024 sur les 12 derniers mois. Le taux d'inflation tend donc à se réduire après les fortes croissances de 2023, notamment avec le ralentissement de la hausse des prix sur l'alimentation, des services, du tabac de l'énergie et des produits manufacturés. Il garde un impact sur le CA en valeur mais celui-ci est plus limité.



La Carte de France



L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

- Au 1er trimestre 2024, les TPE-PME de la moitié des régions ont affiché une légère hausse d'activité en valeur et l'autre moitié une légère baisse.
- Les entreprises de Normandie ont affiché la plus forte croissance de CA en glissement annuel (+1,2% en valeur). Elles sont suivies par celles de Bretagne (+0,9%), d'Auvergne-Rhône-Alpes (+0,8%) et des Pays de la Loire (+0,6%). Celles de Centre-Val de Loire (+0,3%), de Grand Est (+0,3%) et des Hauts-de-France (+0,1%) enregistrent également un résultat légèrement supérieur à la moyenne française. Les structures de Bourgogne-Franche-Comté (-0,1%), de la Réunion (-0,1%), d'Occitanie (-0,4%), d'Ile-de-France (-0,4%) et de Nouvelle-Aquitaine (-0,6%) affichent de légères diminutions de CA. Les TPE-PME de Corse (-1%) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1,2%) affichent les baisses les plus importantes.
- Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales***.

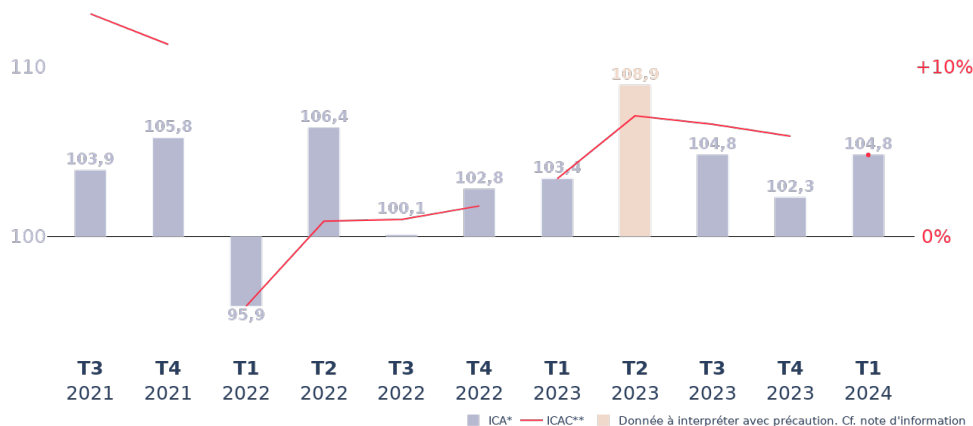
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 6 666 TPE-PME françaises de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une nouvelle hausse de CA de 4,8% (en valeur) au 1er trimestre 2024 comparativement au 1er trimestre 2023. Cette augmentation démontre la capacité des entreprises du secteur à faire face à l'inflation. En effet, si le taux d'inflation tend à se réduire, les prix restent à un niveau élevé et impactent toujours le secteur, très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales font également face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés grâce à la vente en grande quantité. Mais l'élargissement de l'offre, notamment le développement de la restauration salée et des boissons, constitue un moteur de croissance pour toutes les structures du secteur.



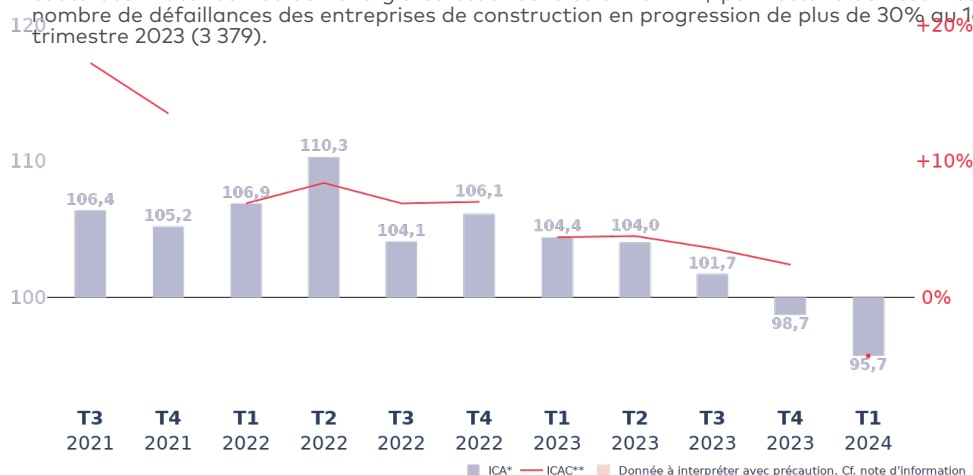
+4,8 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Construction

Les 84 000 TPE-PME de la construction de l'échantillon voient la baisse d'activité s'accroître lors du 1er trimestre 2024 : -4,3% après -1,3% lors du 4e trimestre 2023. Les difficultés se poursuivent avec une crise profonde dans le logement comme dans le non-résidentiel selon la FFB. Les mises en chantier reculent de 23,3% en janvier 2024 en glissement annuel sur trois mois, en lien avec la production de crédit qui s'effondre de 38,3% en février 2024. Le segment de l'amélioration-entretien enregistre son premier recul en glissement annuel selon la CAPEB. Les difficultés d'approvisionnement semblent, elles, en train de se résorber selon la Banque de France et les coûts des matériaux et de l'énergie se stabilisent selon la FFB, permettant de lisser les prix. Dans ce contexte, Altares révèle un nombre de défaillances des entreprises de construction en progression de plus de 30% au 1er trimestre 2024 (4 419) par rapport au 1er trimestre 2023 (3 379).



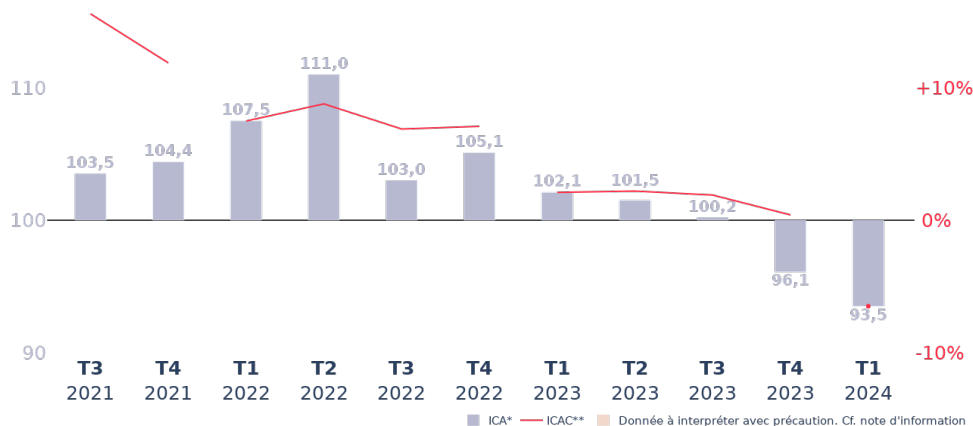
-4,3 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (4399C)

Les entreprises de maçonnerie restent les plus touchées du secteur du bâtiment par l'effondrement du logement neuf et du non-résidentiel. Les 13 100 structures de l'échantillon affichent un CA en recul de 6,5% au 1er trimestre 2024 après la baisse de 3,9% du 4e trimestre 2023. Dans ce contexte, les défaillances sont en forte croissance comme le constate Altares, qui révèle une hausse de près de 30% des défaillances pour les entreprises du gros oeuvre par rapport au 1er trimestre 2023.



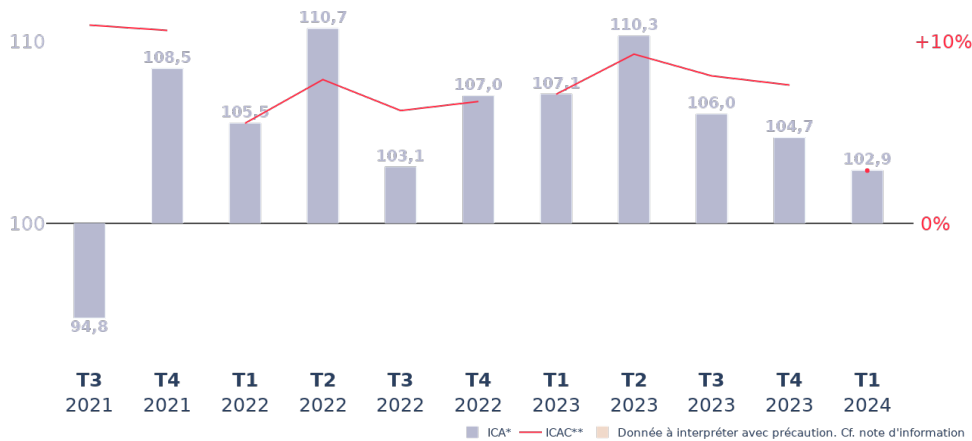
-6,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Les 11 300 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent un dixième trimestre consécutif de progression d'activité (+2,9% en valeur par rapport au 1er trimestre 2023). Selon le baromètre Mobilians-Solware, le CA reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi à celle du coût de la main d'œuvre qui progresse encore plus vite. De plus, les paniers moyens enregistrés dans les ateliers de mécanique et de carrosserie ont augmenté en janvier et février de respectivement +5,8% et +5% par rapport à 2023, en raison du vieillissement du parc automobile passé de 11,2 ans en 2014 à 12,5 ans en 2023.



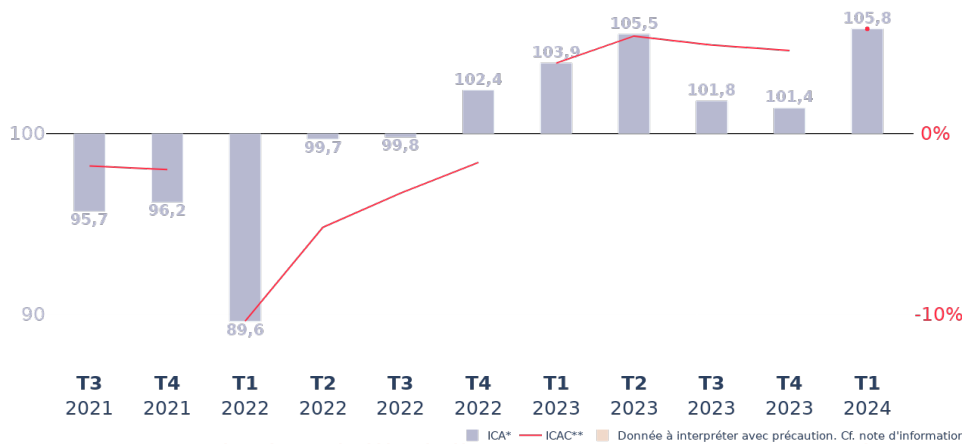
+2,9 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (4722Z)

Les 3 000 commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé de l'échantillon affichent une augmentation de CA de 5,8% en valeur au 1er trimestre 2024. Malgré ces bons résultats, le cabinet d'études Xerfi prévoit une croissance modérée du chiffre d'affaires du secteur en 2024 (+2 % en valeur). Selon Xerfi, le ralentissement de l'inflation ne devrait pas déboucher sur de substantiels gains de pouvoir d'achat pour les ménages. Les arbitrages de consommation défavorables à l'achat de viandes et produits carnés devraient ainsi perdurer dans certains foyers, et d'autant plus en boucherie.



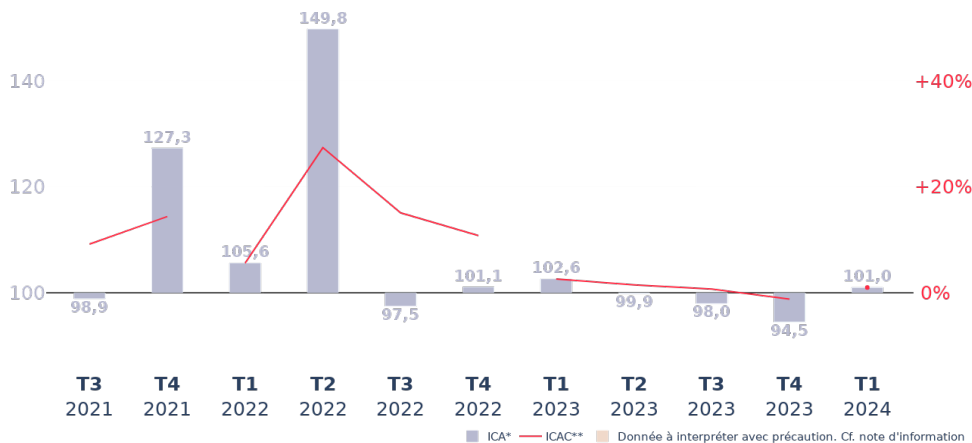
+5,8 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (4771Z)

Les 6 500 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon enregistrent une hausse de CA de 1% en valeur au 1er trimestre 2024. Selon Xerfi, le marché français de l'habillement devrait continuer à décliner en 2024, après la baisse enregistrée en 2023. Face à la persistance de l'inflation, les ménages n'auront d'autres choix que d'opérer des arbitrages de consommation. Et il y a fort à parier que ce soit aux dépens de l'habillement (réduction de la fréquence des achats, recours à la seconde main, etc.), ce poste étant de facto l'un des premiers réduits en temps de crise.



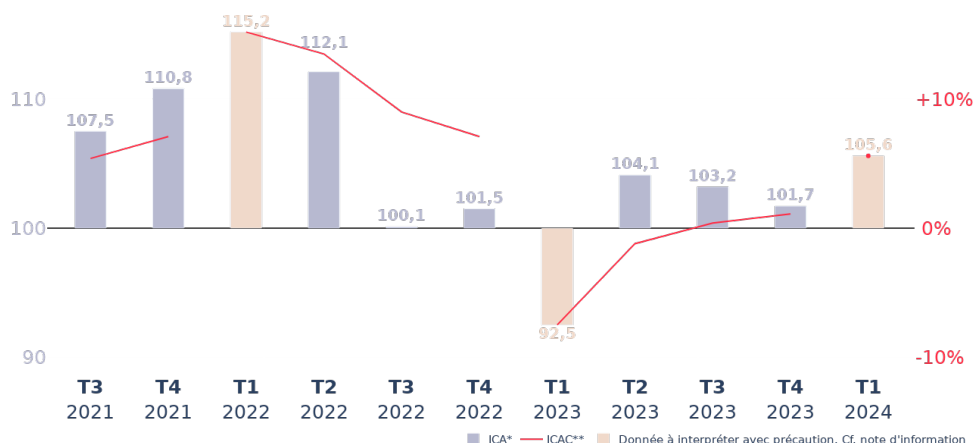
+1 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 10 370 pharmacies de l'échantillon enregistrent un quatrième trimestre consécutif de croissance : +5,6% au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023. Cette hausse est en partie liée à un effet de base favorable, avec la nette baisse d'activité affichée un an plus tôt. La baisse du nombre de pharmacies se confirme selon le site vie-publique.fr : chaque mois, ce sont 25 pharmacies qui ferment et le pays a perdu près de 4 000 pharmacies entre 2007 et 2023. Cette diminution renforce la désertification médicale qui ne doit pas uniquement être regardée sous l'angle de l'accès difficile aux médecins. Par ailleurs, selon l'ANSM, à fin janvier 2024, près de 5 000 signalements de ruptures ou risques de ruptures étaient enregistrés, soit une hausse de plus de 30% par rapport à 2022.



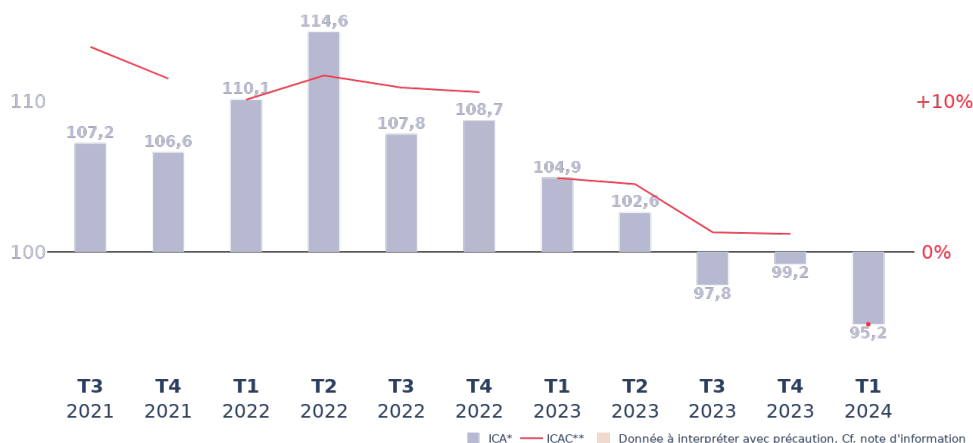
+5,6 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Transports routiers de fret de proximité (4941B)

Les 3 350 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent un troisième trimestre consécutif de baisse de leur CA : -4,8% en valeur au 1er trimestre 2024. La baisse de la consommation des ménages pèse sur la demande de transport de marchandises dans un contexte inflationniste tendu. Les prix élevés des carburants impactent également les marges et la trésorerie des entreprises du secteur. Par ailleurs, selon une note Xerfi Risk, les transports routiers de fret de proximité arrivent en quatrième place des secteurs les plus à risque de défaillance en 2024.



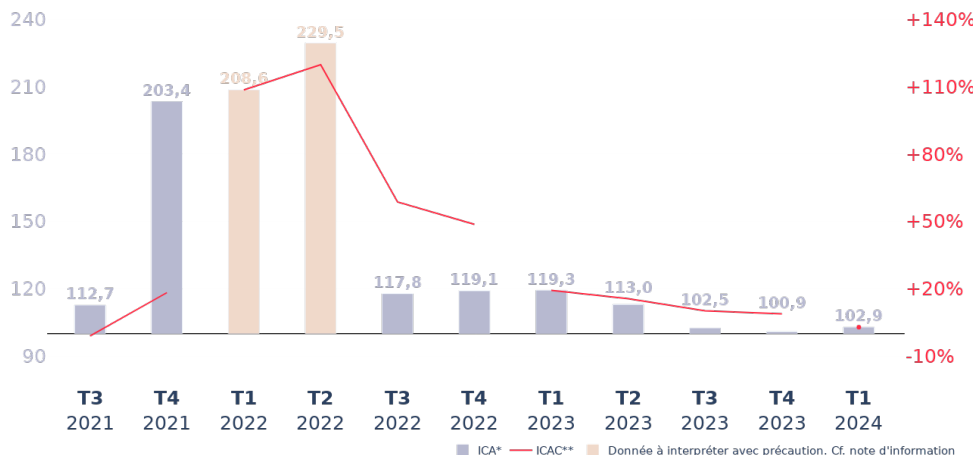
-4,8 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Hôtels et hébergement similaire (5510Z)

Les 5 500 hôtels de l'échantillon enregistrent une croissance de 2,9% en valeur lors du 1er trimestre 2024. Pour Xerfi, l'année devrait être globalement positive pour les professionnels du secteur avec une fréquentation qui progressera grâce au dynamisme des arrivées de touristes étrangers, et notamment de la clientèle asiatique, dans le prolongement de 2023. Et ce d'autant plus que la tenue des Jeux Olympiques incitera davantage de voyageurs étrangers à opter pour la destination France durant l'été 2024. Du côté de la clientèle professionnelle, la bonne tenue des réservations des entreprises, portée par la normalisation des déplacements professionnels et la multiplication des salons et séminaires, apportera un surcroît d'activité aux hôteliers.



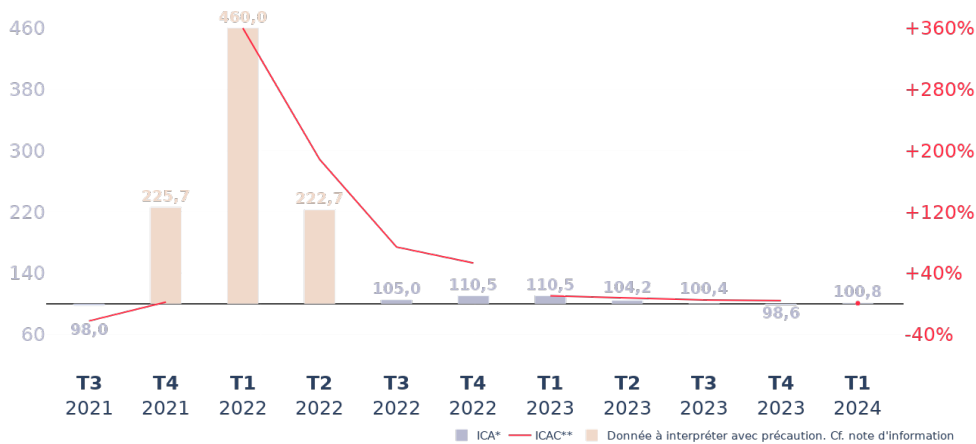
+2,9 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Restauration traditionnelle (5610A)

Les 23 400 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur activité stagner au 1er trimestre 2024 (+0,8%). Pour Food Service Vision, qui publie sa Revue stratégique, le début d'année n'a pas effectivement été très porteur pour le secteur. Si la fréquence des visites s'est maintenue sur les trois premiers mois de l'année, les clients ont toutefois arbitrés sur le contenu de leur repas : 56 % d'entre eux ont sacrifié au moins une composante (en majorité l'entrée). En dépit de ce démarrage en demi-teinte, Food Service Vision anticipe une hausse de chiffre d'affaires pour le secteur en 2024, portée par une forte activité touristique et un maintien des flux professionnels ainsi qu'une inflation des cartes modérée voire stabilisée.



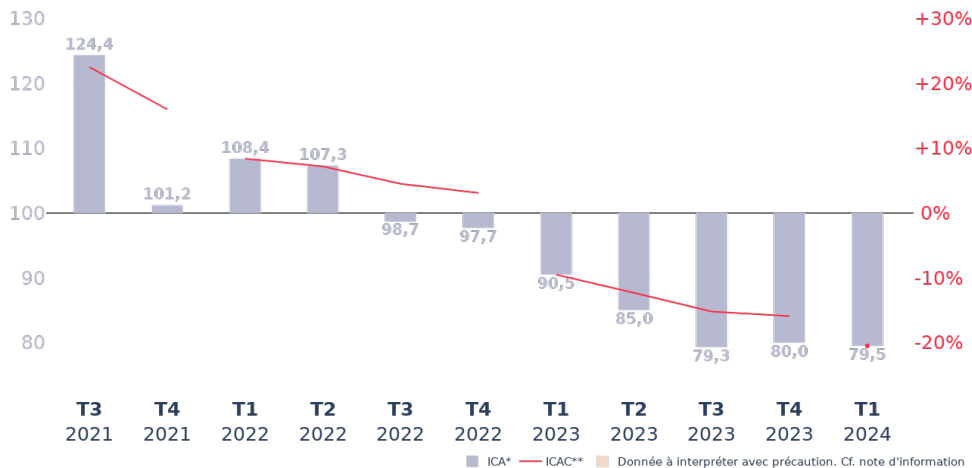
+0,8 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Agences immobilières (6831Z)

Les 10 850 agences immobilières de l'échantillon voient leur activité continuer de se dégrader et ce, pour le 7e trimestre consécutif : -20,5% au 1er trimestre 2024 après -20% au 4e trimestre 2023. Selon le site Meilleurtaux, après avoir atteint un pic en fin d'année 2023, les taux d'intérêt sont sur une tendance baissière depuis le début d'année 2024 (3,9% sur 20 ans et 4% sur 25 ans). Les banques sont repassées dans une phase de conquête client et sont prêtes à faire des efforts. Toutefois, le nombre de transactions devrait baisser de 10% en 2024 selon la FNAIM (à 800 000 environ sur l'année). L'offre de biens disponibles se reconstitue et ne devrait plus constituer un frein, mais la baisse des prix doit s'accélérer pour redonner du pouvoir d'achat aux acheteurs.



-20,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Coiffure (9602A)

Après la baisse du précédent trimestre, les 15 000 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur activité repartir à la hausse au cours du 1er trimestre 2024 (+3,4%). Ce résultat s'inscrit dans la tendance des défaillances mesurée par Altarea : après avoir atteint des records début 2022 (+84%) puis début 2023 (+49%), le secteur parvient à limiter leur hausse à +5%. L'étude de marché Skema Conseil présente divers facteurs pouvant influencer positivement ou négativement sur l'activité : d'un côté, arbitrage des clients sur les dépenses, espacement des visites, impact du télétravail ou du « Do it Yourself », marché de plus en plus concurrentiel avec la coiffure à domicile, les chaînes low cost,... Et de l'autre, l'émergence de nouveaux concepts et une diversification des services proposés (prestations forfaitaires de beauté, prestations haut de gamme ou spécifiques), mais également une nette hausse de la demande masculine, notamment pour les coupes de barbe. Dans ce contexte, Xerfi prévoit une hausse d'activité de 3% sur l'année.



+3,4 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.
- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 580 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.
- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.
- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.
- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.
- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
- Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
 - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
 - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.
- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :